

Grippe A : quand le système joue au sauveur suprême

Que faut-il penser des mesures prises en prévision de l'arrivée de la grippe A pour l'hiver 2009 ? Faut-il avoir peur de ce virus, ou au contraire juger qu'on en fait trop, puisque cette grippe est plus contagieuse que les autres, mais pas plus dangereuse ? Tout le monde le ressent, il y a quelque chose de gênant dans cette préparation.

Il y a d'abord la publicité que se font les gouvernants : ils s'applaudissent eux-mêmes, comme si leurs décisions étaient parfaites. Or, certains médecins jugent que les mesures annoncées seront inutiles. Le paquet est mis sur les attitudes de prévention. Mais ni les mouchoirs, ni les savons n'arrêteront un virus très contagieux. Et si le nombre de malades graves devient alors important, les services d'urgence ne seront-ils pas débordés ?

Mais le plus gênant n'est pas là. Le plus gênant est dans la différence de traitement, selon la maladie, selon les régions du monde. Des maladies qu'il serait facile d'enrayer font des ravages dans les pays pauvres ; le paludisme y tue un million de personnes par an, la gastro-entérite un million et demi, etc. Et là, rien n'est fait. Le diabète se développe dans les pays riches, il tue dans le monde 4 millions de personnes. On n'en fait pas le même fromage.

C'est que nous sommes dans une société malsaine. Ce qui gouverne les décisions, les choix essentiels, ce n'est pas la logique ou l'intérêt commun. Ce sont les intérêts des poids lourds de l'économie et les calculs de pouvoir.

Dans le cas de la grippe, l'apparition d'un nouveau virus a sans doute réveillé les peurs des gouvernants qui n'avaient pas su stopper, en son temps, le virus du Sida. Il y a aussi que l'on sait répondre aux virus de la grippe, en général, et à celui-ci en particulier. Un médicament existe, le Tamiflu ; il est produit par deux sociétés dans le monde. Un vaccin peut être produit ; trois laboratoires, dont le français Sanofi, savent le faire.

Seulement voilà, toutes ces sociétés sont des

sociétés privées. Elles ne sont habituées à produire que pour les populations des pays riches. Là, elles peuvent vendre à des prix qui leur permettent de faire de beaux profits.

Peu après que le virus H1N1 soit apparu, en avril 2009, les responsables de l'OMS, l'organisation mondiale de la santé, sont allés les voir. *«Le virus risque de s'étendre largement dans les pays du Sud, leur ont-ils dit, où l'hiver austral arrive. Et les gens n'y ont pas les moyens de payer. Le virus risque ensuite de revenir encore plus massivement au Nord, l'hiver prochain. Il faut faire quelque chose.»*

Réponse des capitalistes de l'industrie de la santé : *«ok, on vous fera cadeau... de 10%, sous forme de rabais, ou de dons»*. Une aumône, qui permet de se donner bonne conscience, mais aucune chance d'efficacité !

Mais c'est logique : imaginons que le virus ait été endigué, stoppé, pendant l'hiver austral, dans le Sud, par une action massive. Les populations du Sud auraient été épargnées, et celles du Nord soulagées. Seulement les capitalistes auraient travaillé sans profit pour le Sud, et auraient perdu leurs commandes pour le Nord.

Les gouvernants ont respecté ces logiques de marchands. Quant à leurs messages, ils servent un jeu pervers : créer une certaine peur, pour mieux rassurer : *«vous voyez, on s'occupe de vous, vous devez nous faire confiance»*.

C'est quand même le capitalisme, en concentrant la population mondiale dans des villes surpeuplées, qui a créé les conditions des épidémies foudroyantes. C'est lui aussi qui maintient la moitié du globe dans la misère et un état de santé déplorable. Et le voilà qui joue au responsable irréprochable, celui qui veut nous protéger et va essayer de nous sauver. Eh bien, c'est cela qui est choquant dans cette histoire.

6/9/2009

L'Ouvrier n° 206

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX